



Groupe d'étude du CESE
sur l'immigration et l'intégration

Projet sur le rôle des organisations de la société civile dans l'intégration des migrants et des réfugiés



RAPPORT DE MISSION – SUÈDE
21-22 OCTOBRE 2019



Comité économique
et social européen

Rapport de mission – Suède – 21 et 22 octobre 2019

Entre octobre 2019 et mars 2020, le groupe IMI a mené cinq missions d'information dans le cadre d'un projet sur le rôle des organisations de la société civile dans l'intégration des migrants et des réfugiés. La délégation qui s'est rendue en Suède était composée de Karin Ekenger (Suède, groupe des employeurs), José Antonio Moreno Díaz (Espagne, groupe des travailleurs) et Pavel Trantina (République tchèque, groupe «Diversité Europe»). Elle a également reçu l'appui d'Annemarie Wiersma, fonctionnaire du secrétariat du Comité économique et social européen (CESE).

1. Objectif de la mission

Entre octobre 2019 et mars 2020, le groupe IMI a mené cinq missions d'information dans le cadre d'un projet sur **le rôle des organisations de la société civile dans l'intégration des migrants et des réfugiés**. Les visites dans les États membres ont donné lieu à un examen approfondi des problèmes et des meilleures pratiques, qui sont consignés dans un rapport individuel par pays. Les cinq rapports par pays doivent être intégrés à un rapport de synthèse qui reprend les principales constatations, conclusions et recommandations du projet.

Ce projet est lié à un précédent projet du CESE sur la migration: onze missions d'information du CESE sur la migration, qui ont été menées entre 2015 et 2016. Ces dernières missions d'information ont eu lieu dans les États membres qui ont également fait l'objet d'une visite en 2015-2016, à savoir la Grèce, Malte, la Suède, l'Allemagne et la Bulgarie¹.

Au cours des missions, la délégation a comparé la situation dans les cinq États membres avec celle d'il y a trois ans, retrouvant les organisations que nous avons rencontrées lors de la mission précédente pour voir si leurs projets se poursuivaient, s'ils avaient mûri et s'ils s'étaient développés à une plus grande échelle, si des problèmes repérés précédemment avaient été résolus et de quelle manière, et quels étaient les enjeux et les besoins actuels. Le cas échéant, les délégations ont également rencontré d'autres organisations, et accordé une attention particulière aux mesures s'adressant plus spécialement à certains groupes susceptibles d'être plus difficiles à intégrer sur le marché du travail (par exemple, les femmes, les migrants d'un pays d'origine donné, les migrants ayant un parcours éducatif spécifique et les migrants handicapés). Le projet a tenté de recenser les bonnes pratiques afin d'observer s'il était possible de les reproduire ailleurs, notamment celles aidant à changer de manière positive le discours sur la migration.

2. La situation en Suède

Au plus fort de la crise migratoire de 2015, la Suède a reçu 163 000 demandes d'asile et, de tous les États membres de l'Union européenne, il s'agit du pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés par habitant. En automne de la même année, la Suède a modifié sa politique d'accueil, et le nombre

¹ Une sixième visite d'information était prévue en Italie, mais celle-ci a dû être annulée à cause de la crise sanitaire de la COVID-19.

d'arrivées a considérablement diminué dans les années suivantes. En 2019, la Suède a reçu quelque 22 000 demandes d'asile, dont 6 540 furent acceptées en première instance².

Selon les données de mars 2019, la Suède abrite une population de 10,1 millions de personnes, dont environ deux millions de résidents nés à l'étranger (ce nombre comprend les citoyens nés dans l'Union et ceux qui ont acquis la citoyenneté suédoise). Parmi eux, environ 500 000 personnes sont des ressortissants de pays tiers, dont on estime que 248 000 sont des réfugiés. À Malmö, la ville qu'a visitée la délégation du CESE, 34 % des habitants sont nés à l'étranger, et entre ses murs sont rassemblées 180 nationalités.

Malgré la diminution des arrivées, la migration et l'intégration comptent toujours parmi les priorités du programme politique du pays. Bien que la Suède se soit quelque peu fermée aux migrants après 2015, l'opinion publique est restée favorable à leur cause: selon un sondage Eurobaromètre d'avril 2018, moins d'un Suédois sur cinq considérait l'immigration davantage comme un problème que comme une perspective positive. Selon ce même sondage, les Suédois estimaient de manière générale que les migrants avaient une incidence positive sur leur pays³. Cependant, ces dernières années, la situation semble avoir changé, et un nombre croissant de Suédois se prononce en faveur de la limitation de l'immigration.

Les statistiques d'Eurostat relatives à l'intégration des migrants indiquent que les personnes nées hors de l'Union européenne résidant en Suède sont beaucoup plus susceptibles de se retrouver au chômage (18,5 %) que les personnes nées en Suède et les résidents suédois nés dans l'Union (moins de 5 %). Par conséquent, la Suède compte parmi les cinq États de l'Union européenne enregistrant les taux de chômage les plus élevés pour les personnes nées hors de l'Union. En 2018, la part des jeunes de 18 à 24 ans en décrochage scolaire avoisinait les 7 % parmi les natifs, contre environ 18 % parmi les personnes nées dans un autre pays. En 2017, le revenu médian des ressortissants suédois était supérieur de deux tiers à celui des ressortissants étrangers. En 2017, près de 14 % des Suédois étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale, contre 66 % des ressortissants de pays tiers. Parmi la population âgée de 20 à 64 ans, 68 % des ressortissants suédois étaient propriétaires de leur logement en 2017, contre un peu moins de 20 % des ressortissants de pays tiers. En matière de citoyenneté active, les migrants obtiennent de bons résultats en Suède. En 2017, la Suède a enregistré le taux de naturalisation le plus élevé de l'Union (8,1 %) pour tous les ressortissants étrangers. En 2017, 71,8 % des ressortissants de pays tiers titulaires d'un titre de séjour étaient titulaires d'un permis de séjour de longue durée. Par rapport aux deux années précédentes, l'on remarque un léger déclin (76 % auparavant). Toutefois, avec 53 000 titres de séjour de longue durée délivrés en 2017, la Suède se classe parmi les premiers de l'Union.

Le gouvernement s'appuie sur une simplification des méthodes pour favoriser l'intégration des migrants, avec des mesures générales conçues pour profiter à la population dans son ensemble. Les politiques d'intégration actuelles de la Suède se concentrent sur l'enseignement et l'emploi. De manière générale, ces politiques s'attachent à garantir l'égalité des droits, des obligations et des chances pour tous, quelle

² https://www.migrationsverket.se/download/18.748d859516793fb65f9cea/1578410568966/Inkomna_ans%C3%B6kningar_om_asyl_2019_-_Applications_for_asylum_received_2019.pdf et https://www.migrationsverket.se/download/18.748d859516793fb65f9cde/1578410568735/Avgjorda_asyl%C3%A4renden_2019_-_Asylum_decisions_2019.pdf

³ <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/82537>

que soit l'origine ethnique. En 2016, l'État a augmenté le budget consacré à l'intégration rapide des migrants de 200 millions d'euros. Cette somme supplémentaire sera allouée aux programmes visant le marché du travail, les interprètes, l'enseignement professionnel, les cours d'éducation civique et les formations linguistiques.

L'intégration des migrants et des réfugiés relève de la responsabilité des autorités locales (comtés et municipalités). Les migrants et réfugiés nouvellement arrivés doivent suivre un programme d'introduction obligatoire, dirigé par le service public de l'emploi suédois. Ce programme dure 24 mois et fait partie des conditions requises pour bénéficier des prestations de sécurité sociale. Il se concentre sur la recherche d'emploi et comprend une validation des compétences scolaires et professionnelles, un enseignement et une formation complémentaires, des stages et des formations professionnelles. Les migrants nouvellement arrivés suivent également un programme d'éducation civique pour acquérir une compréhension de base de la société suédoise, ainsi que des connaissances sur les droits de l'homme et les valeurs démocratiques fondamentales, les responsabilités et droits individuels, l'organisation de la société suédoise et la vie quotidienne dans le pays. Ce programme d'éducation civique accorde une place importante à la santé: les migrants souffrent souvent de problèmes de santé physique et mentale une fois arrivés, et les risques s'aggravent si personne n'intervient auprès d'eux (dans leur langue natale).

Le gouvernement a mis en place une «procédure accélérée» d'accès au marché du travail pour les migrants nouvellement arrivés ayant des compétences ou un niveau d'enseignement pertinents pour une vingtaine de professions en pénurie différentes. Le système d'emploi subventionné comprend des mesures de soutien appelées «emplois préliminaires» et «emplois supplémentaires» destinées aux personnes le plus dans le besoin, notamment les chômeurs de longue durée et les migrants nouvellement arrivés. Les mesures sont mises en œuvre avec l'aide des employeurs et des syndicats des secteurs public, municipal et non marchand, avec une subvention salariale pouvant aller jusqu'à 100 % dans certains cas pour les employeurs proposant des emplois supplémentaires. Des mesures sont déployées en faveur de l'intégration professionnelle des femmes nées à l'étranger, comprenant des formations linguistiques et des cours d'introduction, avec des dispositions de garde d'enfants particulières pour les mères, ainsi qu'une orientation sur les voies possibles de formation complémentaire et d'emploi fournies spécialement aux femmes nées à l'étranger par des associations pour l'éducation des adultes.

Depuis 2015, les demandeurs d'asile peuvent accéder à des formations linguistiques suédoises dans l'attente de l'examen de leur dossier. Ces cours sont généralement organisés par des organisations de la société civile, qui gèrent également les activités initiales pour les demandeurs d'asile financées par le gouvernement.

Les organisations de la société civile sont des acteurs officiels des programmes d'introduction et d'intégration pour les nouveaux arrivants. En 2010, le gouvernement a adopté une politique visant explicitement la participation des organisations de la société civile à la prestation de services sociaux. Les organisations de la société civile dépendent des financements de l'État (ce qui nuit à leur indépendance). Leur rôle dans le processus d'intégration des migrants grandit depuis 2015, mais en raison de la complexité de la répartition des responsabilités ainsi que des fonctions entre le secteur public et la société civile, des tensions surgissent parfois dans la détermination des rôles ou de la meilleure méthode pour une intégration réussie.

3. Description des réunions

a. *Kontrapunkt*

Kontrapunkt fonctionne sur la base d'un système de partage (de temps et d'argent) collectif. Ainsi, tous ceux qui travaillent pour l'organisation (une vingtaine de personnes) investissent de l'argent, que tous se partagent. L'organisation n'emploie officiellement personne et intervient dans une économie parallèle.

Lors de notre visite de *Kontrapunkt* en 2015, son personnel fournissait à de nombreux demandeurs d'asile et réfugiés un centre d'accueil, des repas, des vêtements, une assistance médicale, des formations linguistiques, des produits de toilette ainsi que l'occasion de rencontrer des locaux lors d'activités sociales. Les personnes ayant obtenu le statut de réfugié ou de demandeur d'asile participaient également aux activités (en tant que volontaires), apportant une précieuse expertise en matière de langue, d'expérience, de compréhension, etc. Peu après notre visite de décembre 2015, la Suède a fermé ses frontières aux migrants, et le besoin d'abris a considérablement diminué. Les portes du centre d'accueil de *Kontrapunkt* sont restées ouvertes jusqu'en mars 2016, puis le centre a reçu l'ordre de fermer au motif qu'il ne respectait pas les consignes de sécurité. Le centre a ensuite accueilli un café nocturne dans lequel les gens pouvaient se réfugier la nuit. Des plats y étaient également proposés dans le cadre de la nouvelle activité de *Kontrapunkt*: collecter les excédents alimentaires (des magasins et du club de football Malmö FF, par exemple) et les distribuer soit par un système de banque alimentaire soit pour servir des repas au café.

L'hiver dernier, *Kontrapunkt* a dû déménager dans un autre bâtiment. Au moment de notre visite, d'importants travaux de rénovation venaient d'être lancés, et peu d'activités étaient organisées. Les bénévoles ont continué à fournir un certain nombre de conseils en matière d'asile et à gérer une banque alimentaire régulière mais de petite échelle. À l'époque, les volontaires distribuaient deux tonnes de denrées alimentaires par semaine, avec l'ambition d'arriver à deux tonnes par jour. *Kontrapunkt* a également établi une «carte de solidarité», indiquant les endroits où trouver des aliments, des vêtements, un abri ou des sanitaires gratuits ou abordables.

L'organisation a rencontré des difficultés pour obtenir des financements. Depuis que *Kontrapunkt* privilégie l'action politique et sociale, elle reçoit davantage de donations, principalement de la part de particuliers. Au cours de notre précédente visite, l'organisation nous avait déjà fait part de la nécessité de faciliter l'obtention de financements, qui devraient venir appuyer différents types d'activités. Aujourd'hui encore, il reste difficile de mobiliser des financements publics, en raison de l'inadéquation entre les besoins de la société et la nature des activités pour laquelle des fonds sont disponibles.

b. *Läkare i världen (Médecins du monde)*

La branche suédoise de Médecins du monde, *Läkare i världen*, intervient dans différentes régions de Suède. À Malmö, nous avons rencontré l'unique personne employée par l'organisation dans la ville: le coordinateur régional pour le comté de Scanie. Les autres, 20 docteurs, infirmiers et psychologues, sont bénévoles.

La clinique de Malmö a ouvert ses portes fin 2015, et y sont traités tant des migrants sans papiers que des migrants européens/citoyens mobiles. Le nombre de migrants sans papier en Suède augmente depuis 2015 et est désormais estimé à 50 000. La clinique est ouverte uniquement une fois par semaine et accueille jusqu'à 150 migrants par an. L'établissement a du mal à assurer un service permanent par manque de volontaires et ne parvient pas non plus à réunir les financements nécessaires. L'organisation pourrait se développer et/ou fournir un meilleur service avec davantage de fonds et de personnel à sa disposition.

La plupart des ressources de l'organisation proviennent de fonds alloués à des projets, parfois soutenus par l'Union européenne. Le financement du poste de coordinateur régional s'achèvera à la fin de l'année, après quoi un nouveau projet financé verra le jour si le poste est maintenu. Il est très difficile d'obtenir des financements pour des activités ciblant les migrants sans papiers, car les gouvernements négligent souvent ce groupe. Parfois, les conditions nécessaires pour recevoir un financement sont très restrictives et ne permettraient pas d'entraîner un changement ou des répercussions durables. Par exemple, si un projet a pour objectif d'apprendre à des personnes à se brosser les dents, les effets seront très limités si celles-ci ne possèdent pas de brosse à dents.

Läkare i världen tente d'attirer l'attention sur le fossé qui existe entre la théorie et la pratique en ce qui concerne les migrants sans papiers. Ces derniers ont le droit de recevoir des soins de santé gratuits, mais la législation se montre arbitraire. Les migrants sans papiers peuvent uniquement recevoir des soins ne pouvant être reportés, et c'est au médecin d'interpréter ces termes. Ces migrants ont également souvent du mal à prouver qu'ils ne disposent pas de papiers. Par le passé, les migrants sans papiers recevaient une carte attestant de leur statut. Toutefois, cette mesure avait rarement les effets escomptés: en pratique, ceux qui n'avaient pas (encore) de carte rencontraient des difficultés pour accéder aux soins. Lorsqu'ils fournissent une assistance en matière d'accès au système de santé traditionnel, les médecins bénévoles sont parfois limités à une orientation vers un spécialiste ou à expliquer que telle personne n'a pas de papier et a donc droit à recevoir des soins.

c. Länsstyrelsen (préfecture du comté de Scanie)

La préfecture représente l'État au niveau du comté et sert de lien entre les habitants, les municipalités, le gouvernement central, le Parlement suédois et l'administration de l'État central.

La préfecture gère le «*Partnership Skåne*» (partenariat de Scanie), qui regroupe différentes organisations (secteur public, ONG et universités) responsables de la réception et de l'installation de nouveaux arrivants en Scanie. Ce partenariat garantit une coopération et une coordination des ressources au niveau régional, avec une attention particulière sur le droit à la santé. Le partenariat de Scanie repose sur trois piliers, dans le cadre desquels plusieurs projets ont été mis sur pieds.

Les trois piliers sont les suivants:

- Une communication en matière de civisme et de santé dans la langue maternelle des migrants, assurée par un programme global comprenant 80 à 100 heures de cours d'éducation civique obligatoires, complétés par des informations sanitaires. Ce programme vise à aider les migrants à gagner en autonomie. Il facilite également l'organisation de visites de collectivités dans le cadre du projet «*Welcome*

to Skåne» (Bienvenue en Scanie). Il existe une certaine coopération avec les employeurs dans ce contexte, mais elle pourrait être renforcée.

- La collaboration avec la société civile en vue d’augmenter les perspectives des migrants nouvellement arrivés en matière de réseautage social et de participation à la vie sociale, de formation linguistique et de promotion de la santé. Les ONG jouent un rôle important dans l’organisation de formations linguistiques.
- Une plateforme de soutien à la migration et à la santé (MILSA), pour laquelle des praticiens et des chercheurs issus de cinq universités développent des connaissances. Elle fournit un flux continu de recherches et d’évaluations, qui sont utilisées pour l’évolution du partenariat de Scanie et de ses méthodes.

La santé et le bien-être sont jugés comme indispensables à une intégration réussie. À l’heure actuelle, l’on dénombre environ 200 responsables de la communication au niveau local ayant suivi une formation en communication sociale et de santé dans tout le pays. En 2019, l’Organisation mondiale de la santé a reconnu le partenariat de Scanie comme un modèle de bonne pratique dans le domaine de la santé des migrants.

Il est difficile de mesurer les retombées des programmes de santé sur les possibilités d’emploi, mais un consensus semble se dégager sur l’existence d’un lien positif. Tous les projets mis en œuvre par *Länsstyrelsen* sont inspirés par les besoins des migrants et ont pour objectif de les aider à gagner en indépendance et en autonomie. Avec des connaissances, les gens se sentent plus forts et plus capables. Ils ont besoin d’outils leur permettant de prendre les choses en main. Cette nécessité n’est souvent pas assez reconnue.

Les projets sont cofinancés par la région, la préfecture et les municipalités, mais le service public de l’emploi contribue également. Certains projets ont été financés par le Fonds «Asile, migration et intégration». L’État verse également des fonds à des ONG pour leur travail auprès des demandeurs d’asile, mais de manière peu structurée.

La préfecture souhaiterait renforcer la coopération avec le secteur privé, mais ne sait pas comment s’y prendre. Les entreprises ne savent pas de quelle manière elles pourraient participer aux premières étapes du processus d’intégration. À l’heure actuelle, peu de contacts ont été établis avec les syndicats, mais l’on note une volonté de progresser sur le sujet.

d. Yalla Trappan

Yalla Trappan est une entreprise sociale employant principalement des migrantes, qui ont souvent été engagées à un âge (plus) mûr, ayant un faible niveau d’enseignement, peu d’expérience professionnelle – voire aucune –, et des compétences linguistiques limitées en suédois. L’organisation est située dans un quartier de Malmö souffrant d’une mauvaise réputation (Rosengård), notamment à cause du nombre élevé de migrants qui y vivent.

Yalla Trappan permet aux migrantes d’accéder au marché du travail en tirant parti de leurs compétences, qui, pour la plupart, s’articulent autour de la cuisine, de la couture et du nettoyage. Après l’ouverture d’un café-restaurant, l’entreprise a étendu ses activités

au nettoyage et à la couture. Elle fonctionne principalement avec des contrats entre entreprises et compte IKEA et H&M parmi ses clients.

L'entreprise couvre elle-même ses coûts et est gérée comme un organisme sans but lucratif. Depuis sa création en 2010, l'entreprise enregistre un taux de croissance annuel moyen de 30 %, tant en matière de recettes que d'emplois. Elle emploie désormais 40 femmes et a mis en place un programme d'encadrement et de licences pour répandre le modèle et l'idéologie de l'entreprise en Suède et au-delà.

Yalla Trappan bénéficie de trois sources de revenus: ses activités commerciales, des financements et des subventions du service public de l'emploi en cas de recrutement de chômeurs de longue durée. Elle enregistre environ 1,4 million de dollars de recettes annuelles, dont quelque 50 % proviennent de la vente de biens et services et dont le reste est issu de subventions et de fonds alloués à des projets.

Le mot «*trappan*» signifie «pas» en suédois, et le nom de l'entreprise indique qu'elle encourage les femmes à assumer, pas à pas, davantage de responsabilités au sein de l'organisation. Les femmes qui travaillent pour *Yalla Trappan* se sentent effectivement plus autonomes et utiles, profitent d'un contact social et renforcent leurs connaissances linguistiques en suédois mais développent également parfois des aptitudes qu'elles ne se connaissaient pas. Leur travail leur permet aussi de découvrir la ville au-delà de leur propre quartier, Rosengård. Les femmes deviennent souvent des modèles pour les enfants et les jeunes au sein de leurs familles et de leur quartier.

Outre l'emploi de migrantes rencontrant des difficultés à accéder au marché du travail, l'organisation a également mis en place des stages et des programmes de formation professionnelle, dans le cadre desquels les migrantes travaillent avec des femmes envoyées par l'agence publique de l'emploi ou l'office de sécurité sociale. *Yalla Trappan* envisage également de nouveaux projets ou activités, notamment une initiative prévoyant un personnel exclusivement féminin – dont de nombreuses mères – pour former des mineurs non accompagnés (souvent des garçons) aux tâches ménagères et à la gestion de leur budget.

Yalla Trappan est une entreprise coopérative; ainsi, ses employés sont également membres de l'association et jouent un rôle important dans le processus décisionnel de l'organisation sur des sujets tels que les horaires de travail, les menus du déjeuner et les nouvelles propositions de différents clients.

Malgré sa réussite globale, *Yalla Trappan* rencontre également certaines difficultés. Bien qu'en tant qu'entreprise sociale, elle agisse pour le bien de ses employés et non dans l'objectif de maximiser ses profits, *Yalla Trappan* n'est pas une organisation caritative, mais une entreprise concurrentielle qui ne peut vendre ses services en dessous d'un certain prix. Cet aspect n'est pas toujours facile à faire comprendre aux clients. En outre, comme toute entreprise coopérative, *Yalla Trappan* a du mal à afficher une croissance rapide et à fournir une plus grande quantité de travail à un nombre croissant de femmes.

e. Table ronde avec les ONG

Organisations participantes: Croix-Rouge suédoise, Église de Suède, le bureau de Scanie de la confédération des sports suédoise, *Nätverket*, *Save the Children* et IM.

Le revirement soudain observé dans la politique suédoise après le pic d'arrivée de migrants en 2015 a également entraîné un changement dans l'opinion publique et dans le discours sur la migration. La Suède s'est montrée moins accueillante envers les migrants, qui étaient considérés comme mauvais pour l'économie et comme un coût pour la société. Certaines ONG tentent activement de changer cette perception par leurs activités de plaidoyer, tandis que d'autres préfèrent promouvoir les avantages économiques de la migration, insistant sur le fait qu'il s'agit d'un phénomène normal qui a toujours fait partie de l'histoire.

En 2015, la société civile assistait surtout les migrants lors de leur arrivée, mais depuis, de nombreuses organisations se tournent vers des projets à plus long terme, se concentrant, par exemple, sur l'intégration. Ces initiatives exigent une contribution à plus long terme du personnel et des volontaires, mais le changement dans l'opinion publique, la baisse d'attention du gouvernement sur la question et l'évolution des activités de la société civile compliquent la tâche des organisations pour chercher et recruter des bénévoles.

La coopération entre les organisations de la société civile et les diverses autorités publiques, telles que les municipalités, la préfecture et l'Office national de la migration, devrait se montrer efficace, mais la plupart des organisations pensent qu'elle pourrait être renforcée. La collaboration avec la préfecture est fructueuse s'avère plus difficile avec la ville de Malmö. Malmö est une ville assez importante, et ses activités ne sont pas toujours harmonisées. D'aucuns jugent que la préfecture n'a pas toujours géré les affaires de manière professionnelle, tandis que la communication avec les ONG manquait souvent d'efficacité. En réaction, les ONG ont cherché à coopérer entre elles et à coordonner davantage leur action. Certains considéraient que le service public de l'emploi proposait divers services ne répondant pas aux besoins des migrants, mais le service travaille désormais à améliorer ce point. Cependant, le sentiment était que les ONG parvenaient mieux à répondre aux besoins des migrants parce qu'elles avaient adopté une approche globale. Toute structure de soutien devrait inviter les ONG à participer dès les premières étapes. Un exemple de bonne pratique en la matière est le projet TIA, qui prévoit des mesures d'intervention précoce pour les demandeurs d'asile. Le projet TIA a été lancé en 2016, lorsque le gouvernement a décidé de financer les ONG venant en aide aux demandeurs dans l'attente d'une décision en matière d'asile. Les comtés, responsables de la répartition des fonds, ont mis en place un réseau pour faciliter cette activité. Un certain nombre d'ONG participent à ce réseau et contribuent à coordonner les travaux.

Au moment de notre dernière visite, une nouvelle législation est entrée en vigueur, prévoyant une période de trois ans en dessous des normes standards pour les demandeurs d'asile. La législation a été prorogée en 2019 et restera en vigueur jusqu'en juillet 2021. En pratique, cette loi signifie que les demandeurs d'asile qui se voient accorder le statut de réfugié et le statut conféré par la protection subsidiaire reçoivent des titres de séjour de trois ans (réfugiés) ou de 13 mois (protection subsidiaire), au lieu de titres de séjour permanents. Les organisations de la société civile avec lesquelles nous sommes entretenus jugeaient que ces titres de séjour temporaires étaient néfastes pour le processus d'intégration, car ils rendaient le regroupement familial plus difficile (bien que la récente prorogation

de la législation ait annulé l'interdiction totale de regroupement familial pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire). En outre, la perspective d'obtenir un titre de séjour à long terme ou permanent n'est pas toujours très claire. Cette politique migratoire restrictive limite également la possibilité de travailler sur l'intégration, car le climat n'est plus très hospitalier: non seulement les frontières suédoises sont-elles fermées, mais les cœurs des Suédois également.

L'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail comprend un certain nombre d'enjeux. Les migrants ne savent pas comment accéder à ce marché. Bien que le recrutement doive se fonder sur les compétences, les employeurs suédois ne sont pas toujours enclins à engager des migrants; peut-être parce qu'ils ne savent pas comment procéder, même s'ils le voulaient. Nombre de demandeurs d'asile font l'effort d'apprendre rapidement le suédois, mais ils rencontrent également des obstacles pratiques qui les empêchent de travailler, tels que le fait de ne pas disposer de numéro de sécurité sociale ou de compte bancaire. Le long chemin à parcourir pour obtenir un emploi démotive de nombreuses personnes.

La plupart des organisations rencontrent des problèmes en matière de financement. Diverses possibilités de financement ont été envisagées, telles que des partenariats avec des organisations internationales, des passations de marchés officielles et des fonds alloués à des projets. Les partenariats avec les ONG et les autorités n'étaient pas appréciés de la même manière dans toutes les municipalités. Il est apparu que l'exigence d'un mécanisme de cofinancement pour les financements de l'Union européenne était trop élevée et que, en pratique, seules les municipalités pouvaient déposer une demande, et non les ONG. Les États définissant les relations avec les ONG dans ce domaine, ils devraient permettre à la société civile de demander des finances en revoyant les exigences de cofinancement à la baisse. Les préfinancements peuvent aider les ONG à introduire des demandes de financement pour un projet, mais de nombreuses organisations ne souhaitent pas travailler par projets, car ces derniers tendent à se concentrer sur le court terme plutôt que le long. Les obligations d'information visant les financements de l'Union européenne changent constamment, aussi est-il très difficile de les respecter. Les frais administratifs apparaissent trop lourds pour les petites organisations et municipalités, et certaines ONG ne sont plus particulièrement enclines à demander des financements de l'Union.

En 2015, les médias ont prêté beaucoup d'attention à la question de la migration, et de nombreuses personnes se sont intéressées au bénévolat. Le pic d'arrivée étant désormais derrière nous, de nombreux volontaires sont entrés «en veille» et n'ont pas souhaité prendre part aux activités courantes à long terme. Pourtant, nombre d'organisations ont toujours beaucoup de travail, pour lequel elles souhaitent recruter des bénévoles. La Croix-Rouge tente de faciliter la participation des bénévoles sur le court terme, mais toutes les activités ne le permettent pas. Les organisations doivent prendre soin des bénévoles pour s'assurer une contribution à long terme de leur part et pour éviter leur épuisement.

Certaines sociétés permettent à leur personnel de prendre part à des activités de bénévolat, une activité appelée «volontariat des employés». L'organisation IM mobilise parfois la participation d'entreprises mais ne parvient pas à atteindre les objectifs des activités de bénévolat. Les bénévoles ont besoin d'expérience pour améliorer leur méthode de travail, mais les missions sont souvent trop courtes. *Save the Children* coopère également avec des sociétés parfois mais n'a toujours pas réussi à atteindre une bonne compréhension mutuelle. Toutefois, l'organisation déploie des efforts pour éduquer les entreprises sur les questions de diversité.

f. «Ensamkommandes förbund» (Association des mineurs non accompagnés)

L'organisation a été fondée et est dirigée par un ancien mineur non accompagné, dans le but de fournir un espace et des services sociaux aux mineurs non accompagnés nouvellement arrivés. Elle a été établie en 2013, aussi était-elle encore relativement jeune lors de la première visite de la délégation du CESE en 2015. Cette fois-ci, la structure était plus calme, plus propre et mieux organisée.

Les locaux abritent un espace commun, un espace pour les devoirs, une salle de réunion, plusieurs salles de jeux (avec billard, baby-foot et salle de PlayStation) ainsi qu'une salle de musique. L'organisation propose une variété de services destinés aux mineurs non accompagnés, tels qu'une aide aux devoirs, des cours linguistiques et des activités sociales, notamment des manifestations sportives et culturelles. Un dîner est organisé chaque vendredi soir et, lors de notre visite, un mardi après-midi, l'un des enfants préparait du pain. En outre, l'organisation fournit un soutien aux mineurs non accompagnés pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits dans le processus de demande d'asile ainsi que dans la société en général. Toutes ces activités aident les mineurs non accompagnés à créer un réseau social, à oublier quelque peu leur situation difficile et à trouver leur place dans la société suédoise.

Ensamkommandes förbund est dirigée par ses membres. L'organisation est dotée d'un administrateur courant, responsable de la supervision des finances et des partenariats, et chargé de contribuer aux activités de planification et de mise en œuvre. Aucun règlement intérieur officiel et codifié n'a été établi; le comportement est régi par la règle d'or selon laquelle chacun doit traiter autrui avec respect. Les jeunes gens qui se rassemblent dans le lieu de réunion et le font fonctionner ont développé un certain sentiment de propriété, ont davantage confiance en eux et sont fiers de leur participation. L'un des inconvénients de la culture informelle de l'organisation est qu'elle pourrait avoir des incidences négatives sur le processus décisionnel et sur l'efficacité de la programmation. Parfois, des voisins se rendent également au lieu de réunion dans le cadre d'une activité bénévole ou afin de rencontrer et de discuter avec les mineurs.

L'organisation s'est développée de façon constante et a également ouvert des succursales dans d'autres villes suédoises, mais elle rencontre toujours des difficultés pour obtenir des financements. Bien que des bailleurs de fonds aient manifesté leur intérêt, les résultats enregistrés par l'organisation ne sont pas suffisants pour mobiliser d'importants financements.

4. Conclusions

La Suède a accueilli de nombreuses personnes à la recherche de protection internationale au plus fort de la crise des réfugiés de 2015. Le pays compte un grand nombre de bénéficiaires de protection internationale et abrite une large population de personnes nées à l'étranger. Traditionnellement une société très hospitalière, la Suède a fermé ses frontières à l'automne 2015, car elle jugeait son territoire trop attractif. La Suède souhaitait que d'autres États membres assument leur part de responsabilité et a limité son attrait en adoptant une loi prévoyant que la protection internationale serait accordée de manière temporaire et non plus permanente. Cette loi est toujours en vigueur.

Le nombre absolu d'arrivées dans l'Union ayant diminué ces dernières années, il est difficile de déterminer si les mesures restrictives instaurées ont entraîné une réduction des demandeurs d'asile en Suède et dans quelle mesure. Les organisations auxquelles nous nous sommes adressés nous ont signalé

d'autres effets, tels qu'une augmentation de la xénophobie et du soutien en faveur du parti nationaliste, ainsi qu'une diminution du bien-être et des perspectives d'intégration socio-économique des demandeurs d'asile et des réfugiés. Bien que l'opinion publique reste raisonnablement favorable à la migration, elle semble avoir pris un virage négatif ces dernières années. Au niveau municipal, les avis sont partagés en ce qui concerne l'accueil de migrants. Certaines municipalités, notamment dans le nord du pays, souhaiteraient en réalité recevoir davantage de migrants, tandis que d'autres aimeraient poursuivre l'État au motif qu'elles ne peuvent se permettre d'accueillir des migrants dans leur ville, allant jusqu'à affirmer qu'elles se retrouveraient en faillite.

Les statistiques montrent que la situation des nouveaux arrivants est bonne en matière de citoyenneté, avec d'importants taux de naturalisation et de séjour de longue durée, mais l'est moins en ce qui concerne l'emploi, l'enseignement, les revenus et la pauvreté. La politique d'intégration suédoise semble ambitieuse, raisonnablement bien organisée (avec un programme d'introduction obligatoire couvrant des activités dans de nombreux domaines) et bien financée. Elle vise à améliorer l'intégration des migrants dans les secteurs où ils sont le moins bien lotis: l'emploi et l'enseignement. Les mesures dans le domaine de l'emploi comprennent des programmes d'intégration accélérés pour certaines professions, des emplois subventionnés et des initiatives ciblant les femmes. Des formations linguistiques sont également proposées très tôt aux personnes demandant la protection internationale. La participation des organisations de la société civile dans le processus d'intégration semble bien organisée, bien qu'en pratique, elle puisse encore être améliorée, notamment en matière de coopération avec les employeurs et les structures afin de faciliter un accès rapide au marché du travail.

Nombre d'organisations de la société civile rencontrent des difficultés pour obtenir des financements. Dans certains cas, ces obstacles proviennent d'une inadéquation entre le type d'activités pour lequel des fonds sont disponibles et les besoins des migrants définis par les organisations (ainsi que les services qu'elles souhaitent proposer par conséquent). Souvent, les conditions d'obtention de financements (telle que l'exigence de cofinancement) sont difficiles à satisfaire. En outre, les financements sont souvent à court terme, ce qui empêche la mise en œuvre de stratégies à long terme, de programmes d'apprentissage et de participation continue du personnel.

De nombreuses organisations de la société civile travaillent avec des bénévoles, mais l'évolution du climat social et la nécessité d'engagement à long terme rendent compliqué le recrutement de bénévoles. Pour certains d'entre eux, l'opinion publique faisant preuve d'une négativité croissante à l'égard des migrants a renforcé leur volonté de contribuer. Nombre d'organisations ont connu une expérience positive en faisant participer des migrants et des réfugiés en tant que bénévoles. Leur connaissance du groupe cible est très utile, et les nouveaux arrivants font souvent davantage confiance aux personnes de la même origine ethnique qu'eux ou avec un passé semblable. D'autres avantages de cette approche résident dans le fait qu'elle favorise les contacts sociaux et contribue au renforcement de la confiance en eux dont font preuve les nouveaux arrivants et de l'intégration socio-économique de ceux qui participent en tant que bénévoles au projet ou service proposé. L'expérience professionnelle leur permet de gagner en autonomie, car elle favorise un sentiment d'appartenance et d'importance.

Certaines organisations avec lesquelles nous sommes entretenus ont mis en évidence la complexité des structures, des systèmes et des organisations, qui non seulement empêche de facilement comprendre les règles et de distinguer les bonnes pratiques ou les outils utiles potentiellement disponibles mais nuit

également à leur efficacité et leur efficacité. Ainsi, le CESE recommande à l'Union européenne et à ses États membres d'investir dans le partage de bonnes pratiques et dans la réduction de la complexité.

En Suède, les ONG jouent un rôle important dans le processus d'intégration des migrants et des réfugiés, et ce rôle est souvent institutionnalisé. La participation des partenaires sociaux peut encore être renforcée.

En ce qui concerne la politique d'intégration elle-même, la délégation a souligné l'importance pour les mesures d'intégration de profiter à l'ensemble de la société, afin d'éviter les tensions entre les nouveaux arrivants et la population locale. Les initiatives d'intégration seront également plus efficaces lorsque les bénéficiaires seront en mesure de séjourner à long terme ou de manière permanente. La nature temporaire des titres de séjour est néfaste à l'intégration.

Les organisations que nous avons rencontrées ont mis en exergue un certain nombre d'enjeux auxquels sont confrontés les demandeurs d'asile. Le budget alloué à la sécurité sociale a diminué, et les financements de sécurité sociale à long terme sont de plus en plus difficiles à obtenir. Par conséquent, de nombreux migrants et réfugiés ne sont plus en mesure de payer leur loyer et sont expulsés de leur logement. Nombre de mineurs non accompagnés dont la demande de protection a été rejetée se redirigent vers l'enseignement, afin de recevoir un titre de séjour d'un an et d'éviter de devoir quitter le pays. Cependant, en tant qu'étudiants/élèves, ils ne bénéficient d'aucun soutien financier de la part de l'État et ont donc beaucoup de mal à subvenir à leurs besoins. Sans abri ni aucun revenu, ils sont donc très vulnérables face aux abus et à l'exploitation. De manière plus générale, la diminution des aides de l'État complique l'intégration des nouveaux arrivants, ce qui entraîne ensuite un effet négatif sur l'opinion publique à leur égard.

Une organisation nous a expliqué que de nombreux demandeurs d'asile ne comprenaient pas bien ce qu'ils devaient ou ne devaient pas dire au cours du processus de demande d'asile. Par conséquent, leur dossier était rejeté alors qu'il aurait eu de bonnes chances d'être accepté s'ils avaient mieux compris les règles.

L'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants devrait s'étendre à d'autres domaines tels que le sport. Les activités sportives se sont révélées très bénéfiques, notamment lorsque des enfants sont concernés. Elles favorisent les contacts sociaux, renforcent l'estime de soi et promeuvent l'acquisition de la langue, entre autres. Les fédérations et clubs sportifs devraient reconnaître l'éventuelle nécessité d'approcher et de faire participer activement les nouveaux arrivants, en leur présentant les options disponibles. Une telle démarche présenterait l'avantage supplémentaire de contribuer à la santé et au bien-être mental des migrants, des éléments qui se sont avérés avoir une influence positive sur le processus d'intégration également.

Il pourrait être utile de franchiser ou de dupliquer les projets ou initiatives efficaces, mais la délégation a également remarqué que les organisations qui ne suivent pas les pratiques ou formats standards peuvent avoir une incidence importante. En ce sens, le CESE souligne que la création d'entreprises sociales offre de nombreux avantages et devrait être encouragée.



Comité économique
et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2020-80-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2020

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.



Print
QE-01-20-526-FR-C
ISBN 978-92-830-4946-3
doi:10.2864/561442

Online
QE-01-20-526-FR-N
ISBN 978-92-830-4942-5
doi:10.2864/505307

FR